

## Arrêt

**n° 343 811 du 31 mars 2026**  
**dans les affaires X, X et X / VII**

**En cause : X**

**Ayant élu domicile : au cabinet de Maître D. GEENS**  
**Lange Lozanastraat 24**  
**2018 ANTWERPEN**

**au cabinet de Maître A. DE BROUWER**  
**Avenue Louise 251**  
**1050 BRUXELLES**

**contre :**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration et désormais par la**  
**Ministre de l'Asile et de la Migration**

### **LA PRÉSIDENTE DE LA VIIIÈ CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 1<sup>er</sup> août 2024, par X, qui déclare être d'origine palestinienne, tendant à la suspension et l'annulation de la décision de prorogation du délai de transfert Dublin, prise le 4 juillet 2024 (enrôlée sous le numéro X).

Vu la requête introduite le 20 août 2024, par la même partie requérante, tendant à la suspension et l'annulation du même acte (enrôlée sous le numéro X).

Vu la requête introduite le 23 août 2024, par la même partie requérante, tendant à la suspension et l'annulation du même acte (enrôlée sous le numéro X).

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu les dossiers administratifs pour les affaires enrôlées sous les numéros X et X et les notes d'observations pour les affaires enrôlées sous les numéros X et X

Vu l'ordonnance du 3 février 2026 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée, dont une copie est jointe.

**APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

L'article 39/73, § 2, de la loi du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« Par ordonnance, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné notifie aux parties que la chambre statuera sans audience, à moins que, dans un délai de quinze jours après l'envoi de l'ordonnance, une des parties demande à être entendue. [...] ».

Il découle de cette disposition que c'est l'envoi de l'ordonnance par le système informatique de la Justice [...] (J-Box) ou par pli recommandé à la poste, et non sa notification, qui fait courir le délai de quinze jours qu'elle prévoit (en ce sens, C.C., 13 juin 2013, n° 84/2013; C.E., 30 avril 2015, n° 11.257; C.E., 5 août 2014, n° 10.691). En conséquence, ce délai commence à courir dès le lendemain de l'envoi de l'ordonnance.

En l'espèce, aucune des parties n'a demandé à être entendue dans un délai de quinze jours après l'envoi de l'ordonnance.

Les parties sont par conséquent, sur la base de l'article 39/73, § 3, de la loi du 15 décembre 1980, censées donner leur consentement au motif indiqué dans l'ordonnance.

Dès lors, le désistement d'instance est constaté dans les affaires enrôlées sous les numéros X et X, et le recours est rejeté dans l'affaire enrôlée sous le numéro X

**PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

**Article 1.**

Le désistement d'instance est constaté dans les affaires enrôlées sous les numéros X et X

**Article 2.**

Le recours est rejeté dans l'affaire enrôlée sous le X

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente-et-un mars deux mille vingt-six par :

N. RENIERS,

présidente de chambre,

S. DARDENNE,

greffière assumée.

La greffière,

La présidente,

S. DARDENNE

N. RENIERS